

# année politique suisse

DOKUMENTATION · ANALYSE · DIFFUSION

## Sélection d'article sur la politique suisse

Requête **09.04.2024**

Thème	<b>Sans restriction</b>
Mot-clés	<b>Sans restriction</b>
Acteurs	<b>Roschacher, Valentin (Bundesanwalt)</b>
Type de processus	<b>Sans restriction</b>
Date	<b>01.01.1965 - 09.04.2024</b>

# Imprimer

## Éditeur

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Contributions de

Bühlmann, Marc  
Hirter, Hans  
Hohl, Sabine

## Citations préférées

Bühlmann, Marc; Hirter, Hans; Hohl, Sabine 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: , 2004 - 2012.* Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), téléchargé le 09.04.2024.

# Sommaire

<b>Chronique générale</b>	1
<b>Eléments du système politique</b>	1
Problèmes politiques fondamentaux	1
Institutions et droits populaires	7
Conseil fédéral	7
Mandat parlementaire	7
Administration judiciaire	8
Elections	11
Elections fédérales	11
<hr/>	
<b>Partis, associations et groupes d'intérêt</b>	11
Partis	11
Grands partis	11

## Abréviations

<b>EJPD</b>	Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
<b>AHV</b>	Alters- und Hinterlassenenversicherung
<b>GPK</b>	Die Geschäftsprüfungskommissionen
<b>ETH</b>	Eidgenössische Technische Hochschule
<b>GPK-NR</b>	Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates
<b>SNB</b>	Schweizerische Nationalbank
<b>EU</b>	Europäische Union
<b>IV</b>	Invalidenversicherung
<b>UNESCO</b>	Organisation der Vereinten Nationen für Erziehung, Wissenschaft und Kultur
<b>SRG</b>	Schweizerische Radio- und Fernsehgesellschaft
<b>KFOR</b>	Kosovo Force
<b>FH</b>	Fachhochschule
<b>NFA</b>	Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung
<b>FINMAG</b>	Bundesgesetz über die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
<b>ETHZ</b>	Eidgenössische Technische Hochschule Zürich
<b>SBG</b>	Schweizerische Bankgesellschaft

---

<b>DFJP</b>	Département fédéral de justice et police
<b>AVS</b>	Assurance-vieillesse et survivants
<b>CdG</b>	Les Commissions de gestion
<b>EPF</b>	École polytechnique fédérale
<b>CDG-CN</b>	Commission de gestion du Conseil national
<b>BNS</b>	Banque nationale suisse
<b>UE</b>	Union européenne
<b>AI</b>	Assurance-invalidité
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>SSR</b>	Société suisse de radiodiffusion
<b>KFOR</b>	Force pour le Kosovo
<b>HES</b>	Haute école spécialisée
<b>RPT</b>	Réforme de la péréquation et de la répartition des tâches
<b>LFINMA</b>	Loi sur l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
<b>EPFZ</b>	École polytechnique fédérale de Zürich
<b>UBS</b>	Union de banques suisses

# Chronique générale

## Eléments du système politique

### Problèmes politiques fondamentaux

#### Problèmes politiques fondamentaux

AUTRE  
DATE: 31.12.2007  
HANS HIRTER

**Qu'est-ce qui figurait à l'agenda politique suisse en 2007?** Quelles étaient les affaires les plus importantes au Parlement? Et qu'est-ce qui a interpellé le public intéressé par la politique? Les événements les plus importants en 2007 sont résumés ci-dessous et ensuite listés par thème. Les liens vous mèneront directement à ces objets et événements clés de l'année en cours. Hier finden Sie die deutsche Version dieses Artikels.

La vie politique suisse en 2007 a été placée sous le signe du renouvellement du parlement national et du gouvernement lors des élections des mois d'octobre et de décembre. La composition du gouvernement a été l'un des thèmes centraux de la campagne pour **l'élection du parlement**. La responsabilité en incombe principalement à l'UDC, dont le conseiller fédéral Christoph Blocher a participé à la lutte électorale d'une façon inédite dans l'histoire suisse. Après que l'UDC s'est attirée une forte attention, y compris de l'étranger, durant l'été avec des affiches montrant des moutons blancs chassant à coups de pied un mouton noir hors de Suisse, la campagne a pris un tour nouveau quelques semaines avant l'échéance. Avec son slogan « Soutenez Blocher ! Votez UDC ! », l'UDC a fait de son leader le thème principal de sa propagande électorale. Les résultats de l'élection du parlement lui ont donné, du moins en partie, raison. Elle a conquis un électoral encore plus large et obtenu, avec 28.9 pourcent, le meilleur résultat depuis l'introduction du scrutin proportionnel pour les élections au Conseil national. À l'opposé du spectre politique, les Verts ont également compté parmi les vainqueurs, remportant pour la première fois des sièges au Conseil des Etats. Comme tant le PS que le PRD se sont retrouvés sur le banc des perdants, le rapport des forces entre la gauche et la droite n'en a été qu'à peine modifié.

L'élection d'extrême justesse du **conseiller fédéral Blocher** en 2003 alimentait les craintes de l'UDC à l'approche du renouvellement intégral du collège gouvernemental du 12 décembre. En janvier déjà, les délégués du parti avaient décidé que si un membre de l'UDC était élu à la place de Blocher, il serait exclu du parti. Suite aux élections d'octobre, il est apparu que les partis qui avaient élu Blocher à la place de la démocrate-chrétienne Metzler en 2003 (UDC, PRD, PL et des petits partis de droite) avaient perdu trois sièges, voyant la marge par rapport à la majorité absolue se réduire d'autant. La campagne électorale de l'UDC centrée sur Blocher et la recommandation de son groupe parlementaire de ne pas réélire les conseillers fédéraux PDC et PS sortants n'ont pas contribué à l'amélioration de ses chances d'élection. Le PDC et le PS ont fait savoir qu'ils éliraient quelqu'un de l'UDC, mais en aucun cas Blocher. Le nom de cette personne resta secret jusqu'à l'ouverture de la séance. Alors, pratiquement tous les élus du PS, des Verts et du PDC ont voté pour la conseillère d'Etat grisonne Eveline Widmer-Schlumpf, qui a été élue au deuxième tour avec 125 voix contre 115 au sortant Blocher, la majorité absolue étant à 122. Après un temps de réflexion, Widmer-Schlumpf a accepté son élection. Bien qu'elle ait déclaré l'avoir acceptée pour conserver le siège gouvernemental UDC – qui sinon serait vraisemblablement allé au PDC –, le groupe UDC l'a exclue. Le conseiller fédéral UDC réélu Schmid a connu le même sort, au motif qu'il ne s'était pas montré solidaire avec Blocher en ne refusant pas son élection. Ainsi, pour la deuxième fois en quatre ans, un membre du gouvernement n'a pas été réélu et le premier parti du pays s'est retrouvé sans représentant légitime (i.e. reconnu comme tel par le parti) au Conseil fédéral.

A côté de ces élections spectaculaires, les autres sujets politiques ont été quelque peu relégués à l'arrière-plan, malgré leur importance. La **libre circulation des personnes** dans le cadre des relations bilatérales avec l'UE est restée l'un des thèmes les plus importants au niveau de la politique intérieure. Le délai transitoire de cinq ans, qui avait encore permis quelques restrictions relativement à l'immigration issue des quinze plus anciens pays de l'UE, s'est terminé au cours de l'année sous revue. Le Conseil fédéral a en outre défini le mandat quant aux négociations avec l'UE relatives à l'extension de la libre circulation des personnes aux deux nouveaux pays membres de l'UE, la Bulgarie et la Roumanie.

Les bons résultats économiques se sont poursuivis au cours de l'année 2007. A l'instar

de l'année précédente, la **croissance économique** réelle a dépassé les 3 pourcent. L'excellente situation conjoncturelle a sensiblement influé sur l'emploi. Le taux de chômage a baissé jusqu'à la fin de l'année pour s'établir à 2.7 pourcent. Au cours du dernier trimestre toutefois, des annonces de pertes au niveau des grandes banques, parmi lesquelles l'UBS, ont fait resurgir certaines inquiétudes quant au fait que le boom économique mondial pourrait déperir. Les appels de la gauche à plus de régulation et de contrôle étatique des marchés financiers n'ont cependant trouvé aucun écho. Considérés par beaucoup comme trop élevés, les salaires et indemnités perçus par les grands patrons et les membres de conseils d'administration de quelques entreprises privées, ont continué à occuper le devant de la scène médiatique et politique. Le Conseil fédéral a d'ailleurs demandé au parlement de travailler au renforcement du droit des actionnaires dans le cadre de la fixation de ces indemnités.

Grâce à d'excellentes recettes fiscales, les **finances** de la Confédération se sont présentées sous un bon jour. Les comptes de cette dernière ont clôturé avec un excédent de plus de CHF 4 milliards, soit bien au-delà des prévisions budgétaires. Le budget 2008 a également prévu des chiffres noirs. Malgré l'opposition de la gauche, qui a d'ailleurs lancé le référendum ultérieurement, le parlement a adopté des simplifications et des allégements fiscaux aux niveau des impôts sur les entreprises. Le Tribunal fédéral a posé des limites plus strictes à la concurrence fiscale entre cantons, qui s'est accrue depuis quelques années. Il a jugé que les impôts dégressifs sur le revenu, tels qu'introduits par le canton d'Obwald, étaient anticonstitutionnels. Suite à quelques altercations entre représentants des cantons riches et ceux des cantons pauvres, le parlement a adopté les règles relatives au dimensionnement de la nouvelle péréquation financière.

Les chambres ont adopté la nouvelle loi sur le marché de l'électricité. Il est prévu que la **libéralisation du marché** s'effectue en deux étapes et ne concerne que les gros consommateurs dans une première phase. La gauche a renoncé, contrairement au premier projet qui a échoué en votation populaire, à lancer cette fois-ci le référendum. En ce qui concerne la Poste, le Conseil fédéral a présenté les nouvelles étapes prévues dans le cadre de la libéralisation du marché. Il vise également à plus de concurrence dans le domaine de l'immobilier. Le Conseil fédéral a d'ailleurs demandé au parlement d'abolir la loi qui limite l'acquisition de terrains et de la propriété à des personnes ayant leur domicile à l'étranger.

Dans le domaine de la **politique sociale**, le peuple a entériné par deux fois les décisions de la majorité bourgeoise au parlement malgré l'opposition de la gauche. Il a rejeté le remplacement des caisses-maladie privées par une assurance étatique unique et s'est prononcé en faveur de la 5ème révision de l'assurance-invalidité. Suite à de longs débats, le parlement a adopté la nouvelle réglementation du financement des hôpitaux.

Les directeurs cantonaux de l'éducation ont terminé leurs travaux sur la mise en œuvre du nouvel article constitutionnel sur la formation, qui demande une **harmonisation des systèmes de formation cantonaux**. Ils ont adopté en outre à l'unanimité un concordat nommée Harmos, qui consigne les principaux points de cette réforme, et notamment l'âge d'entrée à l'école et le système d'évaluation.

#### **Problèmes politiques fondamentaux:**

- La tenue de la Fête nationale sur le Grütli avec la Présidente de la Confédération Micheline Calmy-Rey a occupé les médias durant plusieurs mois.
- Le Conseil national a adopté à l'unanimité une participation de la Suisse à la prochaine Exposition universelle à Shanghai (Chine).
- Malgré l'opposition de la gauche et de la droite, les Lucernois ont adopté leur nouvelle Constitution cantonale.

#### **Ordre juridique:**

- Les Démocrates suisses ont lancé une initiative populaire en faveur de la suppression de la loi contre le racisme.
- Le parlement a décidé que le recensement de la population ne se ferait plus au moyen d'une enquête exhaustive par questionnaire, mais sur la base des données des registres publics.
- Le Conseil fédéral a proposé d'octroyer des moyens supplémentaires aux organes de protection de l'Etat pour leurs activités de collecte de renseignements.
- Le parlement s'est prononcé en défaveur de l'initiative populaire déposée par l'UDC concernant la procédure de naturalisation.
- Le canton de Neuchâtel a introduit le droit d'éligibilité des étrangers pour les

mandats législatifs et exécutifs au niveau communal.

- A l'occasion d'une manifestation organisée par l'UDC en ville de Berne peu avant les élections fédérales, de violents heurts sont survenus entre la police et des contre-manifestants.
- Le parlement a approuvé l'unification des procédures pénales cantonales.
- Les chambres ont adopté le projet législatif de mise en oeuvre de l'initiative populaire « Internement à vie pour les délinquants sexuels ou violents jugés très dangereux et non amendables » approuvée par le peuple et les cantons en 2004.
- Le Conseil des Etats a soutenu le projet de nouvelle procédure civile unifiée proposé par le Conseil fédéral.

#### **Institutions et droits populaires:**

- L'Assemblée fédérale n'a pas confirmé le conseiller fédéral Christoph Blocher à son poste et a élu à sa place la conseillère d'Etat grisonne Eveline Widmer-Schlumpf.
- La vice-chancelière sortante, Corina Casanova, a été élue pour succéder à la chancelière fédérale démissionnaire Annemarie Huber-Hotz.
- Le Conseil fédéral a présenté au parlement ses propositions pour un réaménagement des règles relatives à la mise en place, l'élection et le travail des commissions extraparlementaires.
- Le parlement a adopté les nouvelles dispositions plus strictes relatives à l'incompatibilité entre un mandat parlementaire et des activités au sein de la Confédération ou de ses institutions.
- La Commission de gestion du Conseil national a examiné les circonstances en rapport avec le retrait du Procureur général de la Confédération Valentin Roschacher en été 2006, et a émis des critiques à l'égard du comportement du ministre de la justice.
- La Commission des institutions politiques du Conseil national a rejeté les initiatives parlementaires de l'UDC relatives à un renforcement du droit de référendum.

#### **Structures fédéralistes:**

- Le parlement a fixé les règles relatives à la péréquation des ressources et à la compensation des charges dans le cadre de la RTP.
- La Landsgemeinde glaronaise a confirmé sa décision prise l'année passée de fusionner les 25 anciennes communes en trois.
- L'Assemblée interjurassienne a publié un rapport intermédiaire.

#### **Elections:**

- Avec un pourcentage de voix de 28.9 pourcent lors des élections au Conseil national, l'UDC a réussi le meilleur résultat électoral pour un parti depuis l'introduction du système proportionnel.
- Le PS a connu un déclin important et a dû céder 9 sièges au Conseil national.
- Avec 15.8 pourcent des voix, le PRD a atteint le plus mauvais résultat de son histoire et a perdu 5 sièges.
- Le PDC a pu se stabiliser et a gagné trois sièges.
- Les Verts ont atteint leur meilleur résultat jusqu'ici avec presque 10 pourcent des voix.
- Dans l'ensemble, le camp bourgeois s'est légèrement renforcé lors des élections au Conseil national.
- Au Conseil des Etats en revanche, la gauche a légèrement augmenté sa représentation.
- Pour la première fois, deux Verts et une Verte libérale sont entrés au Conseil des Etats.
- Si les Verts ont gagné des sièges lors des élections cantonales, le PRD et le PS ont dû céder des sièges de leur côté.

#### **Politique étrangère:**

- Le parlement a mis sous toit la révision de la loi sur l'aide aux victimes d'infractions.
- Les chambres ont renvoyé au Conseil fédéral l'arrêté fédéral relatif à la participation de la Suisse au programme MEDIA de l'UE pour les années 2007 à 2013.
- Les chambres ont adopté l'arrêté fédéral relatif à la contribution de la Suisse à l'atténuation des disparités économiques et sociales dans l'UE.
- La Suisse et l'UE ont ouvert des négociations en vue d'un accord sur le marché de l'électricité.
- Le parlement a approuvé le financement de la continuation de l'aide humanitaire internationale.
- Le commerce extérieur suisse a connu, à l'instar de l'année précédente, une année faste.

**Armée:**

- Le Conseil fédéral a proposé la prolongation de la participation de la Suisse à la KFOR.
- Les chambres ont adopté les deux projets concrétisant la réalisation de l'étape de développement 2008/2011 de l'armée suisse.
- Le parlement a rejeté l'initiative populaire « Contre le bruit des avions de combat à réaction dans les zones touristiques » sans contre-projet.
- Le programme d'armement 2007 a été adopté par les chambres.
- Le Conseil fédéral a bouclé la consultation sur la simplification de la procédure d'admission au service civil.
- Il a également lancé une procédure de consultation concernant une initiative parlementaire sur l'engagement de personnel de la protection civile non formé en cas de catastrophe ou d'urgence.

**Politique économique:**

- La conjoncture est demeurée très favorable durant l'année sous revue.
- Le Conseil fédéral a renoncé à réunir sous un même toit toutes les organisations chargées de la promotion de la Suisse à l'étranger.
- Le parlement a approuvé les propositions du gouvernement concernant la réalisation de la nouvelle politique régionale de la Confédération.
- Le Conseil fédéral a réaffirmé sa volonté d'inscrire dans la loi l'interdiction de l'importation parallèle de produits brevetés.
- Le Conseil fédéral a proposé de renforcer les droits des actionnaires, notamment en matière de fixation de la rémunération des cadres dirigeants.

**Crédit et monnaie:**

- La BNS a poursuivi sa politique monétaire relativement restrictive jusqu'en automne.
- Le parlement a adopté la nouvelle loi fédérale sur l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (LFINMA).
- Le géant bancaire UBS a été massivement frappé par la crise du marché hypothécaire américain.
- Le Conseil des Etats a accepté un durcissement des mesures légales à l'encontre du délit d'initié en bourse.

**Agriculture:**

- Les chambres ont adopté plusieurs projets de loi relatifs à l'évolution de la future politique agricole (PA 2011).
- Pour la première fois depuis 1993, le prix du lait a augmenté.
- Les chambres ont adopté, non sans quelques modifications, l'arrêté fédéral relatif à l'approbation de la Convention internationale révisée pour la protection des obtentions végétales et à la modification de la loi sur la protection des variétés.
- Deux projets concernant une éventuelle interdiction des chiens dangereux et les mesures à prendre à l'égard de leurs détenteurs ont été mis en consultation.
- Le Conseil national a décidé de ne pas entrer en matière sur le projet de révision de la loi fédérale sur les forêts et a rejeté l'initiative populaire intitulée « Sauvez la forêt suisse».

**Finances publiques:**

- Le Tribunal fédéral a jugé que le modèle fiscal dégressif du canton d'Obwald était anticonstitutionnel.
- Le parlement a débuté l'examen de la loi fédérale sur la simplification du rappel d'impôt en cas de succession et sur l'introduction de la dénonciation spontanée non punissable.
- Les chambres ont adopté la deuxième réforme de l'imposition des entreprises.
- Le Conseil fédéral a présenté son message relatif à la modification de la loi fédérale sur l'imposition du tabac.
- Les comptes de la Confédération pour l'année 2007 ont bouclé sur un excédent de CHF 4.1 milliards.
- Le budget 2008 adopté par le parlement prévoit un surplus de recettes de CHF 1122 millions.
- Dans le cadre de réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), le parlement a examiné le message concernant la dotation de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur.

**Energie:**

- Le Conseil fédéral a adopté une stratégie énergétique à moyen et long terme.

- Le parlement a approuvé définitivement la libéralisation du marché électrique et adopté des mesures de promotion des énergies renouvelables.
- Pour la première fois depuis dix ans, la consommation d'électricité a baissé (de 0.6 %) en 2007.
- À partir du 1er janvier 2008, les centrales alimentées au gaz devront compenser intégralement leurs émissions de CO<sub>2</sub>.
- Le parlement a décidé d'exclure le bioéthanol du monopole de la Régie fédérale des alcools pour en faciliter l'importation.

#### **Transports et communications:**

- Le Conseil des Etats a approuvé le report de la réduction du transit routier alpin et décidé de restreindre les compétences du Conseil fédéral concernant l'introduction d'une bourse du transit alpin.
- Suite au refus de 2005, le Conseil fédéral a présenté un nouveau message sur la réforme des chemins de fer 2.
- Swisscom a subi plusieurs condamnations pour abus de position dominante.
- Le Conseil fédéral a fixé la marche à suivre pour la libéralisation du marché postal.
- Le Conseil national est entré en matière sur le projet gouvernemental de financement spécial en faveur du trafic aérien.

#### **Aménagement du territoire et logement:**

- Alors que le Conseil fédéral a accepté l'initiative populaire visant à restreindre le droit de recours des organisations, le Conseil des Etats l'a refusée.
- Le parlement a approuvé la révision partielle de la loi sur l'aménagement du territoire: seules les installations de production de compost destiné à la production de biogaz seront autorisées en zone agricole.
- Le Conseil fédéral a présenté ses projets d'abrogation de la Lex Koller et de mesures d'accompagnement de celle-ci.
- Les Chambres se sont affrontées au sujet de l'introduction d'une épargne-logement fiscalement déductible.

#### **Protection de l'environnement:**

- En début d'année, les initiatives « Pour un climat sain » et « Pour des véhicules plus respectueux des personnes » ont été lancées.
- Les chambres ont adopté la révision de la loi sur l'imposition des huiles minérales ; des déductions fiscales seront appliquées au gaz naturel, au gaz liquide et au biogaz.
- L'assainissement de la décharge de déchets dangereux de Kölliken (AG) a débuté en novembre.
- Le vignoble de Lavaux (VD) a été inscrit au Patrimoine mondial de l'UNESCO.
- La Suisse a été frappée par de violentes intempéries au mois d'août.

#### **Population et travail:**

- La Suisse a enregistré sa plus forte croissance démographique depuis le début des années 1990.
- En comparaison internationale, la satisfaction des Suisses par rapport à leur situation professionnelle est supérieure à la moyenne.
- Le nombre de chômeurs a continué à baisser tout au long de l'année sous revue.
- Le Conseil national a rejeté une proposition visant à instituer un salaire minimum.
- Le syndicat Travailsuisse a lancé une initiative populaire visant à octroyer six semaines de vacances à tous les actifs.
- Après la dénonciation de la convention collective nationale par les employeurs du secteur de la construction, des grèves ont été organisées dans plusieurs villes.

#### **Santé, assistance sociale, sport:**

- Le Conseil fédéral a chargé le DFI de présenter d'ici l'automne 2008 un avant-projet de loi pour renforcer les efforts en matière de prévention et de promotion de la santé.
- Le Conseil des Etats a chargé le Conseil fédéral de présenter un projet de réglementation dans le domaine de l'assistance au suicide.
- Le parlement a refusé l'initiative populaire « Oui aux médecines complémentaires ».
- Le parlement a accepté la Convention du Conseil de l'Europe sur les Droits de l'Homme et la biomédecine du 4 avril 1997, ainsi que le protocole additionnel afférent.
- Le Conseil national a approuvé la loi fédérale sur la protection contre la fumée passive.
- Le Conseil national s'est exprimé en faveur du rejet sans contre-projet de l'initiative populaire « Pour une politique raisonnable en matière de chanvre protégeant efficacement la jeunesse ».
- Le Conseil fédéral a proposé de ratifier la Convention de l'UNESCO contre le dopage.

### **Assurances sociales**

- Le Conseil des Etats a réclamé des améliorations pour les veufs dans le cadre de l'AVS.
- Le peuple a accepté la 5ème révision de l'AI.
- Le Conseil fédéral a proposé une supervision indépendante des caisses de pension.
- Le peuple et les cantons se sont prononcés très clairement contre la proposition de caisse unique de la gauche.
- Le parlement a adopté la nouvelle législation relative au financement des hôpitaux.
- Le Conseil fédéral a mis en consultation un avant-projet de révision partielle de la loi sur l'assurance-chômage.

### **Groupes sociaux:**

- L'UDC a lancé une initiative populaire pour le renvoi des étrangers criminels.
- Les autorités compétentes ont tiré un bilan positif des premiers résultats de la révision partielle de la loi sur l'asile.
- Lors des élections au Conseil national, la proportion de femmes élues a crû pour s'établir à près de 30 Prozent.
- Le Conseil des Etats a rejeté une motion du Conseil national pour un congé paternité payé.
- Le parlement s'est saisi de la thématique de la « violence juvénile ».
- Le Conseil fédéral a adopté un rapport sur les lignes directrices de la politique de la vieillesse.
- Le Conseil fédéral a annoncé un rapport d'évaluation sur la politique en matière des handicapés.

### **Enseignement et recherche:**

- Le parlement a adopté les lignes directrices, les objectifs et les mesures d'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation.
- Les directeurs cantonaux de l'éducation ont approuvé le concordat sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (HarmoS).
- Le Conseil fédéral a élu un nouveau président du conseil des EPF et un nouveau président de l'EPFZ.
- Le Département fédéral de l'économie a donné l'autorisation de démarrer 64 filières d'études master dans les hautes écoles spécialisées (HES).
- Le parlement a adopté la loi fédérale sur les brevets d'invention.

### **Culture, langues, églises:**

- Le Conseil fédéral a présenté ses projets de nouvelle loi sur l'encouragement à la culture, de révision de la loi Pro Helvetia, et de loi sur les musées et les collections de la Confédération.
- Le parlement a adopté une révision partielle du droit d'auteur dans le domaine digital.
- Les chambres ont adopté une nouvelle loi sur les langues nationales.
- Avec le soutien de l'UDC et de l'UDF, des milieux proches de la droite bourgeoise et des églises libres ont lancé une initiative populaire « Contre la construction de minarets ».

### **Médias:**

- Lors de la session d'été, les chambres se sont prononcées en faveur de la poursuite de l'encouragement indirect à la presse écrite.
- La nouvelle loi sur la radio et la télévision (et le règlement qui s'y rapporte) est entrée en vigueur au mois d'avril.
- La SSR a obtenu une nouvelle concession pour une durée de dix ans.
- Le Conseil fédéral a défini les zones géographiques desservies pour les émetteurs radio et TV, et créé les bases pour la répartition des redevances dont les chaînes privées bénéficient.

## Institutions et droits populaires

### Conseil fédéral

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 02.11.2007  
HANS HIRTER

Die SP begann spätestens im Sommer Avancen gegenüber der CVP (die 2003 wegen der Wahl Blochers ihren zweiten Bundesratssitz verloren hatte) zu machen. Sie schlug ihr vor, gemeinsam einen Sitz für die CVP zurückzuerobern. Zuerst monierte Parteipräsident Fehr (sp, SH), die mit zwei Sitzen überproportional vertretene FDP ins Visier zu nehmen. Die CVP reagierte jedoch zurückhaltend bis ablehnend auf diesen Vorschlag, nicht zuletzt auch deshalb, weil sie vor den Parlamentswahlen kein Interesse hatte, als Partnerin der Linken zu erscheinen. Aber auch die Grünen stellten sich in diesem Fall nicht hinter die SP, sondern verlangten vielmehr einen Sitz für sich selbst, und zwar denjenigen von Blocher. Ende August nahm die SVP diese öffentlichen Forderungen nach einer Abwahl Blochers – notabene von Parteien, die Blocher auch 2003 nicht die Stimme gegeben hatten – zum Anlass, um an einer Medienkonferenz von einem „**Geheimplan**“ zur Abwahl Blochers zu warnen. Sie lancierte eine millionenteure Inserate- und Plakatkampagne, in der sie mit dem Slogan: „Blocher stärken! SVP wählen“ dazu aufrief, bei den Parlamentswahlen dafür zu sorgen, dass der von diesem „Geheimplan“ bedrohte Blocher Bundesrat bleiben könne. Ohne Blocher in der Landesregierung würden gemäss den SVP-Inseraten die Steuern ansteigen, die Schweiz der EU beitreten, die demokratischen Rechte abgebaut und die Kriminalität zunehmen. Der Bericht einer Subkommission der GPK-NR im Sommer 2006, der die Beteiligung Blochers an einem Komplott zur Entlassung von Bundesanwalt Roschacher suggerierte, stellte für Blocher und die SVP einen weiteren Beweis für die Existenz eines solchen Geheimplans gegen Blocher dar. Diese Inseratekampagne der SVP sorgte auch bei Freisinnigen, namentlich aus der französischen Schweiz, für Unmut. Bundesrat Couchepin kritisierte sie in einem Interview im Radio der italienischen Schweiz und erwähnte, dass diese Werbung, die das Wohl des Landes von der Wiederwahl einer einzigen Person abhängig mache, ihn an die Propaganda der italienischen Faschisten mit dem Duce Mussolini erinnere.<sup>1</sup>

### Mandat parlementaire

AUTRE  
DATE: 10.12.2008  
HANS HIRTER

Zu grossen Auseinanderstzungen kam es im Nationalrat zwischen der SVP und den übrigen Parteien beim Antrag der Mehrheit der Rechtskommission, die **Immunität des SVP-Nationalrats Brunner (SG)** aufzuheben. Gegen den SVP-Präsidenten bestand der Verdacht, als Mitglied der GPK das Amtsgeheimnis verletzt zu haben. Der ausserordentliche Staatsanwalt Pierre Cornu beantragte beim Parlament die Aufhebung der Immunität, um diese Verdachtsmomente abklären zu können. Konkret soll Brunner dem Generalsekretär des damals noch von Christoph Blocher (svp) geleiteten EJPD vorzeitig den Bericht der Subkommission der GPK über die Vorkommnisse beim Rücktritt von Bundesanwalt Roschacher übergeben haben. Gegen den heftigen Widerstand der SVP, welche von einer rein politisch motivierten Kampagne gegen ihren Präsidenten sprach, trat der Nationalrat auf das Geschäft ein und hob die parlamentarische Immunität von Brunner auf. Der Ständerat stellte sich auf Antrag seiner Rechtskommission gegen diesen Entscheid und hob die Immunität Brunners nicht auf. Die Kommission begründete ihren Antrag damit, dass das Verhalten Brunners – das Blocher und auch er selbst nicht abstritten – zwar nicht akzeptabel sei; es solle aber nicht strafrechtlich, sondern im Rahmen des parlamentarischen Disziplinarrechts geahndet werden. Berücksichtigt hat der Ständerat auch die Tatsache, dass die damalige Auseinandersetzung in einer emotional sehr aufgeladenen Atmosphäre stattfand und sich auch andere Kommissionsmitglieder nicht immer einwandfrei verhalten hätten.<sup>2</sup>

AUTRE  
DATE: 10.06.2009  
HANS HIRTER

Die Untersuchung der GPK und einer ihrer Subkommissionen über die Hintergründe der Entlassung von Bundesanwalt Roschacher beschäftigte das Parlament weiterhin. Konkret ging es um die Aufhebung der strafrechtlichen Immunität von Parlamentsmitgliedern. Auf Antrag seiner Rechtskommission hielt der Nationalrat mit 96 zu 75 Stimmen daran fest, die **Immunität des SVP-Nationalrats Brunner (SG)** aufzuheben. Gemäss der Kommissionsmehrheit handelte es sich bei der Tat Brunners um einen derart schweren Fall der Verletzung der Kommissionsvertraulichkeit, dass sie nicht nur disziplinarisch, sondern auch strafrechtlich geahndet werden soll. Die kleine Kammer bestätigte aber ihren Entscheid aus dem Vorjahr, Brunners Immunität nicht aufzuheben und legte damit das Geschäft ad acta. Alt-Bundesrat Blocher (svp, ZH) und Nationalrat Mörgeli (svp, ZH) ihrerseits hatten Strafanzeige gegen die damaligen

Sprecher der Subkommission der GPK, die Nationalräte **Lucrezia Meier-Schatz** (cvp, SG) und **Glasson** (fdp, FR) und Angestellte der Bundesanwaltschaft eingereicht (09.010). Die Mehrheit der Rechtskommission des Nationalrats gelangte zum Schluss, dass kein Fall von Amtsgeheimnisverletzung vorliege und die Immunität nicht aufzuheben sei. Nach einer sehr animierten Diskussion, in welcher die SVP ihre Vorwürfe wiederholte, GPK-Mitglieder hätten zusammen mit Angestellten der Bundesanwaltschaft gegen Blocher komplottiert, trat das Plenum auf das Gesuch um Immunitätsaufhebung nicht ein; nach der Abstimmung verliess die SVP-Fraktion unter Protest den Saal. Im Ständerat hatte die Mehrheit der Rechtskommission beantragt, auf das Gesuch einzutreten und die Immunität nicht aufzuheben. Der Rat selbst folgte aber einem Minderheitsantrag Marty (fdp, TI), auf das Gesuch gar nicht einzutreten, weil auch eine an einer Medienorientierung im Auftrag einer Parlamentskommission gemachte Äusserung unter die absolute Immunität fallen müsse. Die im Parlamentsgesetz in diesem Zusammenhang enthaltene Bezeichnung „in den Räten und deren Organen“ gemachte Aussagen, sei deshalb sinngemäß und nicht wortwörtlich auszulegen. Die Klagen gegen die Mitarbeiter der Bundesanwaltschaft wurden vom zuständigen Staatsanwalt nicht weiter verfolgt und eine Beschwerde Blochers gegen diesen Einstellungsentscheid vom Bundesstrafgericht abgelehnt.<sup>3</sup>

### Administration judiciaire

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 21.12.2004  
HANS HIRTER

Im Berichtsjahr wurde in den Medien einige **Kritik an der Bundesanwaltschaft** und deren Leiter, Valentin Roschacher, laut. Einerseits wurden ihnen Pannen bei Ermittlungsverfahren angelastet, andererseits wurde behauptet, dass es der Bundesanwaltschaft nicht gelinge, das neue **Bundesstrafgericht**, welches am 1. April in Bellinzona seine Arbeit aufgenommen hatte, mit einer ausreichend grossen Zahl von Fällen zu ‚beliefern‘ und damit plangemäss auszulasten. Der Nationalrat überwies in der Herbstsession eine Motion Hofmann (sp, AG) (04.3411) für eine Überprüfung der Aufsichtsstruktur der Bundesanwaltschaft. Anfang Dezember fällte der Bundesrat den Grundsatzentscheid, dass die bisherige Zweispurigkeit der Aufsicht über die Bundesanwaltschaft (administrativ durch das EJPD, fachlich durch das Bundesstrafgericht) aufgehoben werden soll. Der Chef des EJPD, Christoph Blocher, sprach sich für eine Unterstellung unter sein Departement aus. Dabei betonte er, dass dieser Grundsatzentscheid nichts mit den oben erwähnten Kritiken an Roschachers Amtsführung zu tun, sondern rein organisatorische Gründe habe.<sup>4</sup>

AUTRE  
DATE: 29.09.2006  
HANS HIRTER

Nach sehr kritischen Artikeln in den Medien über die Ermittlungsmethoden von **Bundesanwalt Valentin Roschacher** geriet dieser unter massiven Druck. Bundesrat Blocher ordnete aufgrund dieser Berichte am 5. Juni eine ausserordentliche Untersuchung an. Diese konzentrierte sich auf führungstechnische, finanzielle und organisatorische Fragen, für deren Kontrolle nach geltender Ordnung das EJPD zuständig ist. Das Bundesstrafgericht als Kontrollinstanz für inhaltliche Belange leitete gleichzeitig eine fachliche Überprüfung der Arbeit der Bundesanwaltschaft ein. Diese Analysen konstatierten strukturelle und organisatorische Mängel, hingegen keine Verfehlungen der Bundesanwaltschaft und ihres Leiters. Anfang Juli erklärte Roschacher seinen Rücktritt auf Ende Jahr; die operative Führung gab er sofort ab. (Zu den Untersuchungen von Bundesrat Blocher siehe auch die Frage Vischer (gp, ZH) (06.5121) und die Interpellation Baumann (svp, TG) (06.3154)).<sup>5</sup>

ÉLECTION PAR L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE  
DATE: 09.06.2007  
HANS HIRTER

Anfang Juni hatte der Bundesrat den bisherigen ersten Staatsanwalt des Kantons St. Gallen, **Erwin Beyeler**, zum Nachfolger Roschachers als Bundesanwalt gewählt.<sup>6</sup>

RAPPORT  
DATE: 12.09.2007  
HANS HIRTER

Der im Sommer 2006 erfolgte **Rücktritt von Bundesanwalt Valentin Roschacher** hatte die GPK des Nationalrats veranlasst, eine **Untersuchung** über die Umstände dieser Demission durchzuführen. Der am 5. September des Berichtsjahres präsentierte Bericht stellte fest, dass Bundesrat Blocher bei der Auflösung des Arbeitsverhältnisses seine Kompetenzen überschritten habe, namentlich was die Ausrichtung einer Abgangsentschädigung betreffe. Indem er sich mit einem Vertreter des Bundesstrafgerichts, das die fachliche Aufsicht über den Bundesanwalt ausübt, über die Durchführung einer Überprüfung von Roschachers Amtstätigkeit abgesprochen habe, habe er überdies die Gewaltentrennung nicht beachtet. Und drittens habe

Blocher unzulässig in die Kompetenzen des Bundesanwalts eingegriffen, als er ihm in einem Fall die Durchführung einer Medienkonferenz untersagte. Viel mehr Aufsehen als diese Vorwürfe erregten aber die Äusserungen von Lucrezia Meier-Schatz (cvp, SG), Präsidentin einer von der GPK gebildeten Subkommission. Sie stellte Dokumente vor, die beweisen sollten, dass der Abgang von Roschacher von langer Hand geplant gewesen sei. Neben einem Bankier namens Oskar Holenweger, gegen den die Bundesanwaltschaft ermittelte, seien daran Journalisten und Politiker und eventuell sogar Bundesrat Blocher selbst beteiligt gewesen. Die Subkommission schloss dies aus Notizen und der Skizze eines Terminplans, welche bei Holenweger von der Polizei beschlagnahmt worden waren, und die den zeitlichen Ablauf der Untersuchungen, politischen Interventionen, Medienartikel und Massnahmen gegen den Bundesanwalt enthielten. Gemäss Holenweger handelte es sich dabei allerdings nicht um einen im voraus erstellten Aktionsplan, sondern um private Aufzeichnungen, deren Einträge er als persönliche Gedächtnissstütze jeweils nach den Ereignissen gemacht habe.

Die SVP bezeichnete diesen GPK-Subkommissions-Bericht als „**Putschversuch gegen Bundesrat Blocher**“ (so lautete der Titel der dazu im Nationalrat eingereichten Interpellation; 07.3573). Die Originale der von der GPK-Subkommission als kompromittierend beurteilten Dokumente hatte sich die SVP bei Holenweger beschafft, veröffentlicht und als irrelevant bezeichnet. Die SVP integrierte ihren Protest sofort in ihre kurz vorher gestartete, auf Bundesrat Blocher zentrierte neue Inseratekampagne zu den Nationalratswahlen.<sup>7</sup>

INTERPELLATION / QUESTION  
DATE: 03.10.2007  
HANS HIRTER

Am 19. September reichten die Fraktionen der SVP, der SP und der GP im **Nationalrat** Dringliche Interpellationen dazu ein, mit der Absicht, die **Diskussion** über die Affäre um Roschacher noch in der laufenden Herbstsession, das heisst vor den Nationalratswahlen durchführen zu können (07.3573 – 07.3577). Das Ratsbüro, die CVP und die FDP lehnten die Dringlichkeit dieser Vorstösse ab, und unterstellten der Linken und der SVP, diese Debatte für Wahlkampfzwecke instrumentalisieren zu wollen. Sie konnten sich aber nicht durchsetzen. Die Diskussion fand am 3. Oktober statt und wurde **direkt vom Fernsehen übertragen**. An der neunzig Minuten dauernden Debatte nahmen von Seiten des Bundesrates der direkt involvierte Justizminister Blocher und Bundespräsidentin Calmy-Rey teil. Bundesrat Blocher bezog in einem sehr ausführlichen Votum zu den Vorwürfen der GPK Stellung und rechtfertigte sich für das, was die GPK als Verstösse gegen die Gewaltenteilung und die Kompetenzordnung gerügt hatte. Die Diskussion im Plenum wurde wie erwartet voll in den Dienst des Wahlkampfs gestellt. So stellte die CVP kleine Plakate mit ihren Wahlkampslogans auf ihre Pulte und SVP-Präsident Maurer (ZH) schloss seine Rede mit einem direkten Aufruf an das Fernsehpublikum, die SVP zu wählen. Als Replik darauf befasste sich SP-Präsident Fehr (SH) in seiner Rede statt mit dem GPK-Bericht mit allen bisherigen „Fehlleistungen“ von Bundesrat Blocher und rief das Parlament auf, ihn als Sanktion im nächsten Dezember nicht wieder zu wählen.<sup>8</sup>

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL  
DATE: 24.12.2007  
HANS HIRTER

Kurz nach der Publikation des Berichts der GPK-NR über den Abgang von Roschacher gab der Bundesrat einen neuen Vorschlag zur **Reorganisation der Aufsicht über die Bundesanwaltschaft in die Vernehmlassung**. Er schlug darin vor, wieder zum Zustand der bis zum Jahr 2002 geherrscht hatte, zurück zu kehren und den Bundesrat zum alleinigen Aufsichtsorgan über die Bundesanwaltschaft zu machen. Er vertrat dabei die Auffassung, dass sich die Aufteilung der Aufsicht zwischen dem Bundesstrafgericht für fachliche und dem EJPD für administrative Belange nicht bewährt habe. Er rückte aber auch von seinem 2005 in die Vernehmlassung gegebenen Vorhaben ab, die Kontrolle vollständig dem EJPD zu übertragen. Wie bereits damals sprach sich auch jetzt eine Mehrheit der Parteien gegen die Absicht des Bundesrates aus und wünschte eine von der Exekutive unabhängige Stellung der Bundesanwaltschaft. Diese Unabhängigkeit könnte beispielsweise durch die Unterstellung unter einen Justizrat, der sich aus Personen aus dem Parlament, der Justiz und der Verwaltung zusammensetzt, garantiert werden.<sup>9</sup>

**MOTION**  
DATE: 05.07.2010  
MARC BÜHLMANN

Nach siebenjähriger Untersuchung schloss die Bundesanwaltschaft die Ermittlungsakte gegen den Bankier Oskar **Holenweger** und klagte ihn wegen Geldwäscherei an. Der Fall hatte sich zu einem eigentlichen „Politkrimi“ entwickelt, in dem der Rücktritt von Valentin **Roschacher** und die mutmasslich damit verbundene Abwahl von Bundesrat Blocher die Höhepunkte darstellten. Der mit diesem Fall beklagte Vertrauens- und Glaubwürdigkeitsverlust löste im Parlament Vorstösse und Interpellationen vor allem seitens der SVP aus, die sich nach dem Fall Roschacher eingehend mit der Institution Bundesanwaltschaft auseinandersetzt hatte (z.B. die Frage Schlüer (svp, ZH) (10.5200). Allerdings scheiterte die Motion der SVP-Fraktion, die ein Verfahren wegen Amtsgheimnisverletzung einleiten wollte, im Nationalrat relativ deutlich.<sup>10</sup>

**MOTION**  
DATE: 17.12.2010  
MARC BÜHLMANN

Der Nachfolger von Bundesanwalt Roschacher, **Erwin Beyeler** geriet mit dem Fall Holenweger in die **Kritik**. Darüber hinaus sorgte auch sein Vorschlag, drei Ausländer zu Staatsanwälten zu befördern, für Unmut. Doris Fiala (fdp, ZH) reichte in der Folge eine in den bürgerlichen Parteien breit abgestützte Motion ein, die verlangt, dass Kaderstellen in der Bundesanwaltschaft nur von Personen mit Schweizer Bürgerrecht besetzt werden (10.3966). Noch weiter geht eine Motion Baumann (svp, TG), die verlangt, dass sämtliche Träger hoheitlicher Gewalt Schweizer sein müssen. Beide Vorstösse wurden im Berichtsjahr noch nicht behandelt. Noch im Sommer hatte das Parlament mit dem Strafbehördenorganisationsgesetz bestimmt, dass der Schweizer Pass lediglich für den Bundesanwalt und seine Stellvertreter Bedingung ist. Das neue Bundesgesetz über die Organisation der Strafbehörden sieht zudem vor, dass nicht mehr der Bundesrat, sondern der Bundesanwalt selber für Beförderungen und Einstellungen zuständig ist.

Die Kritik am Bundesanwalt ist auch deshalb brisant, weil befürchtet wird, dass die neu verfügte Wahl des Bundesanwalts durch das Parlament stark politisch werde. Darüber hinaus hat die Wahl auf die neue Legislatur hin zu erfolgen, also voraussichtlich in den der Wahl von National- und Ständerat vorausgehenden Wochen.<sup>11</sup>

**ÉLECTION PAR L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE**  
DATE: 28.09.2011  
MARC BÜHLMANN

Zum ersten Mal wählte das Parlament und nicht mehr der Bundesrat den **Bundesanwalt** – das Parlament hatte dies 2010 so beschlossen. Der amtierende Erwin Beyeler, der 2009 auf den umstrittenen Valentin Roschacher gefolgt war, musste sich der Wiederwahl stellen. Im Vorfeld musste Beyeler vor allem aufgrund des Falls „Holenweger“ Kritik einstecken. Die Gerichtskommission hatte sich nur knapp mit 9 zu 7 Stimmen bei einer Enthaltung für seine Wiederwahl ausgesprochen. In der Sommersession erhielt Beyeler dann von der Bundesversammlung lediglich 109 von 227 gültigen Stimmen, erreichte also das nötige Mehr nicht und wurde so abgewählt. Es war insbesondere die SVP, die sich gegen die Wiederwahl Beyelers einsetzte und vor der Wahl nochmals die ganze Kritik an dessen Person wiederholte. Die Gerichtskommission musste in der Folge einen Nachfolger suchen und schlug aus einem Kandidatenseptett einstimmig den parteilosen Michael Lauber vor. Lauber sei international gut vernetzt und hätte Erfahrung mit der Bekämpfung von Geldwäscherei. Zudem habe er als Untersuchungsrichter zu Beginn der 1990er Jahre in Bern auch Kenntnisse in der Strafverfolgung gesammelt. Für das Amt hatten sich unter anderen auch die stellvertretenden Bundesanwälte Ruedi Montanari und Maria-Antonella Bino beworben. Die Gerichtskommission setzte sich aber bewusst für einen externen Kandidierenden aus. Die Bundesversammlung folgte Ende November dem Vorschlag der Gerichtskommission und wählte Lauber mit 203 von 206 gültigen Stimmen (11.213).<sup>12</sup>

**PROCÉDURE JUDICIAIRE**  
DATE: 03.12.2011  
MARC BÜHLMANN

2003 hatte die Bundesanwaltschaft ein **Verfahren** gegen den Bankier Oskar Holenweger **wegen Verdachts auf Wäsche von Drogengeldern** eingeleitet. 2010 hatte sie dann schliesslich Klage eingereicht. Der Fall sollte zum Verhängnis gleich für zwei Bundesanwälte werden. Der Rücktritt von Valentin Roschacher im Jahr 2006 und insbesondere die Nichtwiederwahl von Erwin Beyeler im Berichtsjahr waren unmittelbar mit dem Fall Holenweger verknüpft. Im April 2011 hatte das Bundesstrafgericht Holenweger frei gesprochen und die Anklagepunkte der Bundesanwaltschaft allesamt demontiert. Der Freispruch wurde in der Presse denn auch als Debakel für Beyeler interpretiert. Der Freispruch war Wasser auf die Mühlen der SVP, die mutmassste, dass die Abwahl Christoph Blochers aus dem Bundesrat 2007 ebenfalls mit dem Fall Holenweger zu tun gehabt haben musste. Blocher war damals vorgeworfen worden, in ein Komplott gegen den damaligen Bundesanwalt Roschacher verwickelt gewesen zu sei. Mit dem Freispruch Holenwegers erwiesen sich diese

Vorwürfe jedoch als haltlos. Ende November kam auch die Geschäftsprüfungskommission des Parlaments zum Schluss, dass der ehemalige Bundesrat nicht an einem Komplott gegen den ehemaligen Bundesanwalt beteiligt gewesen war.<sup>13</sup>

INITIATIVE PARLEMENTAIRE  
DATE: 24.09.2012  
MARC BÜHLMANN

Kein parlamentarisches Nachspiel hatte der so genannte **Fall Ramos**. Der in den USA verurteilte Jose Manuel Ramos war vom ehemaligen Bundesanwalt Roschacher als Vertrauensperson eingesetzt worden, um Geldwäschereifälle aufzudecken. Die Hinweise von Ramos, die aufwändige Untersuchungen evozierten, führten jedoch alle ins Leere. Zwar hatte die GPK diesen Fall 2007 mit einem Untersuchungsbericht abgeschlossen, Geri Müller (gp, AG) wollte jedoch mit einer parlamentarischen Initiative eine parlamentarische Untersuchungskommission einsetzen, die diesen Fall neu und vor dem Hintergrund neuer Informationen noch einmal untersuchen sollte. Der GPK seien Informationen vorenthalten worden. Im Nationalrat wurde dem Anliegen allerdings nicht Folge gegeben. Müller fand lediglich bei seiner eigenen und in der SVP-Fraktion Unterstützung für sein Anliegen.<sup>14</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 22.12.2012  
MARC BÜHLMANN

Der 2011 erstmals vom Parlament gewählte **Bundesanwalt** Michael Lauber, trat Ende März nach 100 Tagen im Amt vor die Medien. Nach den stürmischen Zeiten in der Bundesanwaltschaft – Valentin Roschacher hatte 2006 zurücktreten müssen und Erwin Beyeler wurde 2011 vom Parlament abgewählt – hatte Lauber etwas Ruhe ins Amt gebracht und setzte vor allem Zeichen hinsichtlich einer besseren Kommunikation um die Reputation wiederherzustellen. Die Presse stellte dem Neuen ein insgesamt gutes Zeugnis aus; er müsse sich aber bei schwierigen Fällen erst noch bewähren. Lauber ist für vier Jahre gewählt.<sup>15</sup>

## Elections

### Elections fédérales

ÉLECTIONS  
DATE: 21.10.2007  
SABINE HOHL

Mit der „**Affäre Roschacher**“ und der Diskussion um einen angeblichen Geheimplan gegen Bundesrat Blocher wurde der Wahlkampf dann allerdings noch härter geführt. Auslöser der Affäre war ein Bericht der Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates, wonach Bundesrat Blocher die Unabhängigkeit des ehemaligen Bundesanwalts Valentin Roschacher wiederholt missachtet und damit seine Kompetenzen überschritten habe. Eine Subkommission der GPK äusserte außerdem den Verdacht, Blocher könnte an einem Komplott gegen Roschacher beteiligt gewesen sein. Die SVP dagegen ging von einer Verschwörung der anderen Parteien gegen ihren Bundesrat aus, die Geschäftsprüfungskommission sei zu diesem Zweck instrumentalisiert worden. Eine dringliche Debatte im Nationalrat zur „Affäre Roschacher“ Anfang Oktober geriet zu einem Schlagabtausch zwischen den Parteien.<sup>16</sup>

## Partis, associations et groupes d'intérêt

### Partis

#### Grands partis

ÉLECTION PAR L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE  
DATE: 12.09.2007  
SABINE HOHL

Ende August trat die SVP mit der Anschuldigung an die Öffentlichkeit, die anderen Parteien schmiedeten einen „**Geheimplan**“, mit dem sie Bundesrat Blocher aus dem Amt entfernen wollten. Anfang September gab die Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates bekannt, Bundesrat Blocher habe möglicherweise an einem Komplott gegen den ehemaligen Bundesanwalt Valentin Roschacher teilgenommen. Die SVP behauptete umgekehrt, ein Umsturzplan gegen ihren Bundesrat läge vor, der GPK-Bericht sei politisch motiviert.<sup>17</sup>

1) SoZ, 15.7.07; NZZ, 16.7.07; AZ, 17.7.07 (CVP); NZZ, 7.7.07 (GP); Bund und Express, 28.8.07; TG, 4.9.07 (SVP-Inserat) sowie Presse vom 7.9. und 12.9.07 (SVP); Lib., 8.9.07 (Couchepin).

2) AB NR, 2008, S. 1385 ff. und 1447 ff.; AB SR, 2008, S. 944 ff.; So-Blick, 1.6.08; BüZ, 13.6.08; Presse vom 20.6.08.

3) AB NR, 2009, S. 422 ff. (Brunner) sowie 429 ff. und 564 ff. (Meier-Schatz und Glasson); AB SR, 2009, S. 637 (Brunner) und 638 f. (Meier-Schatz und Glasson); SGT, 13.1. und 16.1.09; NZZ, 11.6.09. Zu Blochers Klagen gegen GPK-Mitglieder siehe auch den Jahresbericht 2008 der GPK in BBI, 2009, S. 2575 ff.; NZZ, 16.5.09; NLZ und NZZ, 12.11.09.

- 4) Presse vom 4.12.04. Zur Geschäftslast des Bundesstrafgerichts siehe auch NZZ, 20.8.04. Vgl. auch die Replik von Roschacher auf die Kritik in Presse vom 9.12.04; AB NR, 2004, S. 1741. Zum Grundsatzentscheid siehe Heinrich Koller (Direktor des BA für Justiz), „Unabhängigkeit der Justiz ist nicht gefährdet“, in NZZ, 20.12.04 sowie TA, 21.12.04. Zur Eröffnung des Bundesstrafgerichts in Bellinzona siehe BaZ, 1.4. und 7.7.04; SoZ, 25.4.04; AZ, 16.8.04; CdT, 17.9.04 (offizielle Eröffnungsfeier).
- 5) Veröffentlichungen: Ww, 1.6. und 8.6.06; BaZ und TA, 3.6.06; TA, 6.6.06 (Stellungnahme Roschacher). Untersuchungen: BR Blocher in AB NR, 2006, S. 871; AB NR, 2006, V, Beilagen, S. 160 f.; NZZ, 6.6., 18.7. und 30.9.06; Bund, 7.6.06; TA, 9.6., 21.6. und 15.12.06; LT, 15.6.06. Rücktritt: Presse vom 6.7.06.
- 6) Presse vom 9.6.07.
- 7) Blick und TA, 4.9. und 5.9.07; Presse vom 6.9., 7.9., 12.9. und 9.11.07.; Presse vom 6.9. und 7.9.07; BaZ, 12.9.07 (Holenweger).
- 8) Dringlichkeitserklärung: AB NR, 2007, S. 1385 ff. Debatte: AB NR, 2007, S. 1594 ff.; Presse vom 4.10.07. Zur Position der CVP siehe Bund, 4.10.07.
- 9) Presse vom 22.9. und 24.12.07.
- 10) Zum Fall Holenweger und zur Anklage: Presse vom 07.05 bis 05.07.10; Politkrimi: TA, 7.5.10; Vertrauensverlust: TA, 4.5.10; Mo. SVP: AB NR, 2010, S. 105f.; Frage Schlüer: AB NR, 2010, S. 775.
- 11) Presse vom 3.12. bis 17.12.10; Ausländische Staatsanwälte: Presse vom 3.12. bis 17.12.10.; TA, 30.9.10.
- 12) Nichtwiederwahl Beyelers: AB NR, 2011, S. 1304 f.; Medienmitteilung Gerichtskommission vom 25.5.11; WW, 28.4.11; Presse vom 12.5., 26.5., 28.5. 16.6. und 17.6.11; Wahl Laubers: AB NR, 2011, S. 1880; Medienmitteilung Gerichtskommission vom 24.8.11; NZZ, 20.7.11; Presse vom 28.7., 25.8. und 29.9.11.
- 13) Presse vom 26.3., 23.4. und 26.11.11, TAM, 3.12.11.
- 14) Pa.lv. 11.496: AB NR, 2012, S. 1620 ff.
- 15) Presse vom 31.3.12; WW, 29.9.12; Blick, 22.12.12.
- 16) Presse vom 28.8.07; Bund und TA, 12.9.07; Presse vom 4.10. und 5.10.07.
- 17) BZ und NZZ, 7.9.07; Presse vom 12.9.07.